



## PARLEMENT EUROPÉEN

Bruxelles, le 11 décembre 2017

Le Premier ministre israélien M. Benjamin Netanyahu devrait assister à une réunion des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Union européenne, le 11 décembre prochain.

Nous soussignés, députés au Parlement européen, souhaitons rappeler, à cette occasion, que notre assemblée a voté plusieurs résolutions en 2012<sup>1</sup>, 2015<sup>2</sup> et 2017<sup>3</sup> demandant à l'état d'Israël de se conformer au droit international.

Nous souhaitons que les ministres des affaires étrangères ainsi que la Haute Représentante pour l'Union européenne le rappelle au premier ministre israélien et lui signifie que l'attitude d'Israël à l'égard de la Palestine contrevient à l'article 2 de l'accord d'association Union européenne - Israël.

Voici les éléments de ces résolutions dont nous demandons l'application :

Dans sa résolution de 2012 le Parlement européen :

- ***demande la fin de la détention administrative sans mise en accusation officielle ni procès, pratiqué par les autorités israéliennes contre les Palestiniens***, l'accès à un procès équitable pour tous les détenus palestiniens et la libération des prisonniers politiques palestiniens, en particulier des membres du Conseil législatif palestinien, parmi lesquels ***Marwan Barghouti***, et des détenus administratifs;
- ***réaffirme qu'aucune modification des frontières d'avant 1967, y compris pour ce qui est de Jérusalem***, autre que celles convenues par les parties, ne sera reconnue par l'Union européenne,
- ***insiste sur l'importance de la protection de la population palestinienne et de ses droits dans la zone C et à Jérusalem-Est, qui est essentielle à la viabilité de la solution des deux États;***
- ***demande la protection des communautés bédouines de Cisjordanie et du Néguev, et le respect plein et entier de leurs droits par les autorités israéliennes, et condamne toute violation (par exemple les démolitions de logements, les déplacements forcés, les restrictions dans les services publics);***
- ***invite le gouvernement et les autorités d'Israël à remplir leurs obligations en vertu du droit humanitaire international***, notamment:

---

<sup>1</sup> Résolution du Parlement européen du 5 juillet 2012 sur la politique de l'Union européenne à l'égard de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est

<sup>2</sup> Résolution du Parlement européen du 10 septembre 2015 sur le rôle de l'Union européenne dans le processus de paix au Proche-Orient (2015/2685(RSP))

<sup>3</sup> Résolution du Parlement européen sur la solution fondée sur la coexistence de deux États au Proche-Orient B8-0354/2017

- en faisant en sorte qu'il soit mis immédiatement **un terme aux démolitions de maisons, aux expulsions et aux déplacements forcés de Palestiniens**,
- en facilitant les activités d'urbanisme et de construction des Palestiniens, ainsi que la mise en œuvre de leurs projets de développement,
- en rendant plus aisés l'accès et la circulation,
- en facilitant l'accès des Palestiniens aux terres de culture ou de pâturage,
- en veillant à une répartition équitable de l'eau, en satisfaisant les besoins de la population palestinienne,
- en améliorant pour la population palestinienne l'accès à une assistance et à des services sociaux adéquats, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé publique,
- en favorisant les opérations humanitaires, dans la zone C et à Jérusalem-Est;

Dans sa résolution de 2015 le Parlement européen :

- **demande à nouveau la fin du blocus de la bande de Gaza** ainsi que la reconstruction et la réhabilitation urgentes de la région
- **demande que tous les citoyens d'Israël bénéficient de l'égalité des droits;**
- **condamne l'expansion ininterrompue des colonies israéliennes, qui viole le droit international humanitaire**, alimente le ressentiment des Palestiniens et compromet la viabilité et les chances d'une solution fondée sur deux États, **et invite les autorités israéliennes à cesser immédiatement et à abandonner leur politique d'implantation**
- se félicite de **l'engagement de l'Union européenne – dans l'esprit de différenciation entre Israël et ses activités dans le territoire palestinien occupé – à veiller à ce que tous les accords passés entre l'Union européenne et Israël indiquent sans équivoque et explicitement leur inapplicabilité aux territoires occupés par Israël en 1967**, comme rappelé dans les conclusions du Conseil "Affaires étrangères" du 20 juillet 2015; **est profondément préoccupé par la violence croissante des colons en Cisjordanie;**
- prie instamment la VP/HR d'œuvrer à l'application intégrale des recommandations formulées dans le rapport de la **commission d'enquête indépendante des Nations unies sur le conflit de 2014 à Gaza, notamment celle de soutenir activement les travaux de la Cour pénale internationale; salue le vote unanime des États membres de l'Union qui font partie du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en faveur de la résolution de ce Conseil du 3 juillet 2015 intitulée "Assurer la reddition de comptes et la justice pour toutes les violations du droit international dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est"**

Dans sa résolution de 2017 le Parlement européen :

- souligne, tout en rappelant que les colonies de peuplement sont illégales au regard du droit international, que les récentes décisions visant à créer une nouvelle colonie en plein cœur de la Cisjordanie, à publier des appels d'offres pour près de 2 000 logements pour colons et à déclarer d'autres terres à l'intérieur de la Cisjordanie «terres d'État» hypothèquent davantage encore les perspectives d'une solution fondée sur la coexistence de deux États viables;
- **condamne la poursuite de la politique de colonisation et demande aux autorités israéliennes d'y mettre immédiatement fin;**
- **demande qu'il soit mis fin à la démolition de maisons palestiniennes et de structures et projets financés par l'Union européenne, aux déplacements forcés de familles palestiniennes et à la confiscation de biens palestiniens en Cisjordanie**, comme l'indique le rapport du Quatuor;

- ***rappelle que le respect du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme par les États et les acteurs non étatiques, y compris l'obligation de rendre compte de leurs actions, est fondamental pour la paix et la sécurité dans la région;***

Forts de ces résolutions adoptées par l'Assemblée européenne, nous soussignés, députés européens détenant notre mandat des peuples de l'Union européenne, réclamons l'application de celles-ci et du droit international, condition pour la poursuite des accords d'association et de partenariat entre l'Union européenne et Israël.

-----  
**EN VERSION**

Brussels, 11th of December 2017

The Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu is expected to attend a meeting of foreign ministers from EU Member States on the 11<sup>th</sup> of December.

We, the undersigned members of the European Parliament, would like to recall several resolutions passed in 2012<sup>4</sup>, 2015<sup>5</sup> and 2017<sup>6</sup> by our Assembly asking the state of Israel to comply with international law.

We hope that the Foreign Ministers and the High Representative for the European Union will remind the Prime Minister of Israel that Israel's attitude towards Palestine infringes Article 2 of the European Union - Israel Association Agreement.

Here are the elements of these resolutions whose application we ask for:

In its 2012 resolution the European Parliament:

- **Calls for an end to the administrative detention without formal charge or trial of Palestinians by Israeli authorities, for access to a fair trial for all Palestinian detainees, and for the release of Palestinian political prisoners, with special regard for members of the Palestinian Legislative Council, including **Marwan Barghouti**, and administrative detainees;**
- **Reaffirms that no change in pre-1967 borders, including Jerusalem, other than those agreed by the parties, will be recognized by the European Union;**
- **Stresses the importance of protecting the Palestinian population and its rights in Area C and in East Jerusalem, which is essential for keeping the viability of the two-state solution alive;**
- **Calls for the protection of the Bedouin communities of the West Bank and in the Negev, and for their rights to be fully respected by the Israeli authorities, and condemns any violations (e.g. house demolitions, forced displacements, public service limitations);**

---

<sup>4</sup> European Parliament resolution of 5 July 2012 on the European Union's policy towards the West Bank and East Jerusalem

<sup>5</sup> European Parliament resolution of 10 September 2015 on the role of the European Union in the Middle East peace process (2015/2685 (RSP))

<sup>6</sup> European Parliament resolution on the two-state solution in the Middle East B8-0354 / 2017

- **Calls on the Israeli Government and authorities to meet their obligations under international humanitarian law, in particular by:**
  - securing an immediate **end to house demolitions, evictions and forced displacement of Palestinians,**
  - facilitating Palestinian planning and building activities and the implementation of Palestinian developments projects,
  - facilitating access and movement,
  - facilitating the access of Palestinians to farming and grazing locations,
  - ensuring a fair distribution of water meeting the needs of the Palestinian population,
  - improving access of the Palestinian population to adequate social services and assistance, in particular in the fields of education and public health, and
  - facilitating humanitarian operations in Area C and in East Jerusalem;

In its 2015 resolution the European Parliament:

- **Reiterates its call for an end to the blockade of the Gaza Strip** and for the urgent reconstruction and rehabilitation of the area;
- **Calls for all citizens of Israel to enjoy equal rights;**
- **Condemns the continued expansion of Israeli settlements, which violates international humanitarian law,** fuels Palestinian resentment and undermines the viability and prospects of the two-state solution, **and calls on the Israeli authorities to immediately halt and reverse their settlement policy;**
- **Welcomes the EU's commitment – in the spirit of differentiation between Israel and its activities in the occupied Palestinian Territory – to ensuring that all agreements between the EU and Israel must unequivocally and explicitly indicate their inapplicability to the territories occupied by Israel in 1967,** as reiterated in the Foreign Affairs Council conclusions of 20 July 2015; **Is deeply concerned at increasing settler violence in the West Bank;**
- Urges the VP/HR to work for the full implementation of the recommendations made in the report of the **UN Independent Commission of Inquiry on the 2014 Gaza conflict, including the recommendation to support actively the work of the International Criminal Court; welcomes the unanimous vote by those EU Member States which are part of the UN Human Rights Council in favour of the latter's resolution of 3 July 2015 on 'Ensuring accountability and justice for all violations of international law in the Occupied Palestinian Territory, including East Jerusalem';**

In its 2017 resolution the European Parliament:

- Stresses, recalling that settlements are illegal under international law, that the recent decisions to establish a new settlement deep inside the West Bank, to issue tenders for almost 2000 settlement units and to declare further land deep inside the West Bank as 'state land' further undermine prospects for a viable two-state solution; condemns the continuation of, and calls on the Israeli authorities to immediately halt and reverse, the settlement policy;
- **condemns the continuation of the settlement policy and calls on the Israeli authorities to put an immediate end to it;**
- **Calls for an end to the demolition of Palestinian homes and EU-funded structures and projects, the forced displacement of Palestinian families and the confiscation of Palestinian property in the West Bank,** in accordance with the Quartet report;
- **Recalls that compliance with international humanitarian law and international human rights law by states and non-state actors, including accountability for their actions, is a cornerstone of peace and security in the region;**

On the basis of these resolutions adopted by the European Parliament, we, Members of the European Parliament holding our mandate by the peoples of the European Union, demand the application of these resolutions and of the international law. Those are condition for the continuation of the Association Agreements and partnership between the European Union and Israel.

1. **LE HYARIC Patrick** - *Vice-président GUE/NGL* - (France - GUE/NGL)
2. **MICHELS Martina** - (Allemagne - GUE/NGL)
3. **DE JONG Denis** - *Vice-président GUE/NGL* (Pays-Bas - GUE/NGL)
4. **GONZALEZ PENAS Tania** - *Vice-présidente GUE/NGL* (Espagne - GUE/NGL)
5. **OMARJEE Younous** - *Vice-président Commission du développement régional* (France - GUE/NGL)
6. **FORENZA Eleonora** - *Vice-présidente Délégation Chili* (Italie - GUE/NGL)
7. **SYLKIOTIS Neoklis** - *Président Délégation Palestine - Vice-président GUE/NGL* - Président délégation Palestine (Chypre - GUE/NGL)
8. **ALBIOL Marina** - (Espagne - GUE/NGL)
9. **VIEGAS Miguel** - (Portugal - GUE/NGL)
10. **SANCHEZ CALDENTEY Lola** - (Espagne - GUE/NGL)
11. **PIMENTA Joao** - *Vice-président Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres - Vice-président Délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine* - (Portugal (GUE/NGL)
12. **FERREIRA Joao** - (Portugal - GUE/NGL)
13. **LOPEZ BERMEJO Paloma** - (Espagne - GUE/NGL)
14. **COUSO PERMUY Javier** - *Vice-président Commission des affaires étrangères - Vice-président délégation pour les relations avec l'Iraq* (Espagne - GUE/NGL)
15. **SPINELLI Barbara** - *Vice-présidente Commission des affaires constitutionnelles* (Italie - GUE/NGL)
16. **MATIAS Marisa** - *Présidente Délégation pour les relations avec les pays du Mashrek* (Portugal - GUE/NGL)
17. **MARTIN Edouard** - (SD - France)
18. **KYLLONEN Merja** - (Finlande - GUE/NGL)
19. **URBAN Miguel** - (Espagne - GUE/NGL)
20. **SENRA Lidia** - (Espagne - GUE/NGL)
21. **BENITO ZILUAGA Xabier** - *Vice-président Délégation pour les relations avec le Mercosur* - (Espagne - GUE/NGL)
22. **ANDERSON Martina** - (Irlande du Nord - GUE/NGL)
23. **CARTHY Matt** - (Irlande - GUE/NGL)
24. **BOYLAN Lynn** - (Irlande - GUE/NGL)
25. **NI RIADA Liadh** - (Irlande - GUE/NGL)
26. **BJORK Malin** - Suède - GUE/NGL)
27. **ZIMMER Gabi** - *Présidente du groupe de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique* (Allemagne - GUE/NGL)
28. **ARENA Maria** - (Belgique - S&D)
29. **VALLINA Angela** - (Espagne - GUE/NGL)
30. **VIEU Marie-Pierre** - (France - GUE/NGL)
31. **KARI Rina Ronja** - (Danemark - GUE/NGL)
32. **JUARISTI Josu** - (Pays Basque - GUE/NGL)
33. **MALTESE Curzio** - (Italie - GUE/NGL)
34. **STAES Bart** - (Belgique - GREENS/ALE)

35. **MINEUR Anne Marie** - (Pays -Bas - GUE/NGL)
36. **MARCELLESI Florent** - (Espagne - GREENS)
37. **SAKORAFI Sofia** - *Présidente Délégation pour les relations avec les pays d'Amérique centrale* (Grèce - GUE/NGL)
38. **DURAND Pascal** - *Vice-président VERTS/ALE* (France - GREENS/ALE)
39. **WARD Julie** - (Royaume Uni - S&D)
40. **TAYLOR Keith** - (Royaume Uni - GREENS)
41. **EVANS Jill** - (Royaume Uni - GREENS)
42. **URTASUN Ernest** - *Vice-président Assemblée EUROLAT* (Espagne - GREENS/ALE)
43. **VAJGL Ivo** - (Slovénie - ALDE)
44. **AUKEN Margrete** - *Vice-présidente Délégation Palestine* (Danemark - GREENS/ALE)
45. **NART Javier** - *Vice-président ALDE - Vice-président Assemblée paritaire ACP-UE* (Espagne - ALDE)
46. **TARABELLA Marc** - *Vice-président Délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud-Est et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est* (Belgique - S&D)
47. **BALAS Guillaume** - (France - S&D)
48. **HADGIGEORGIOU Takis** - (Chypre - GUE/NGL)
49. **KOULOLOU Stelios** - (Grèce - GUE/NGL)
50. **KUNOVA Kostadinka** - (Grèce - GUE/NGL)
51. **VAUTMANS Hilde** - (Belgique -ALDE)
52. **FLANAGAN Luke Ming** - (Irlande - GUE/NGL)
53. **BOVE José** - (France - GREENS/ALE)
54. **LAMBERTS Philippe** - *Coprésident VERTS/ALE* - (Belgique - GREENS/ALE)
55. **VERGIAT Marie-Christine** - (France - GUE/NGL)
56. **SMITH Alyn** - (Royaume- Uni - GREENS)
57. **COFFERATI Sergio** - (Italie - S&D)
58. **JADOT Yannick** - *Vice-président Commission du commerce international* (France - GREENS/ALE)
59. **PAPADIMOULIS Dimitrios** - *Vice-Président du Parlement européen*
60. **BILBAO BARANDICA Izaskun** - *Vice-présidente de la Délégation pour les relations avec les pays de la Communauté andine* - (Espagne - ALDE)
61. **VALERO Bodil** - (Suède - GREENS)
62. **SCHOLZ Helmut** - (Allemagne - GUE/NGL)
63. **BAYET Hugues** - (Belgique - SD)
64. **JOLY Eva** - *Vice-présidente Commission d'enquête chargée d'examiner les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion fiscale et de fraude fiscale (PANA) - Vice-présidente Délégation pour les relations avec l'Afghanistan* (France - GREENS/ALE)
65. **SCOTT CATO Milly** - (Royaume Uni - GREENS)
66. **GOMES Ana Maria** - *Vice-présidente Commission d'enquête chargée d'examiner les allégations d'infraction et de mauvaise administration dans l'application du droit de l'Union en matière de blanchiment de capitaux, d'évasion fiscale et de fraude fiscale (PANA)* - (Portugal - S&D)
67. **TORRES Estefanía** - (Espagne - GUE/NGL)